

Paris, le 18 août 2011

Communiqué de presse

### **Faire converger les mobilisations pour un autre partage des richesses.**

En 2010, et particulièrement au cours des mois de septembre et d'octobre, des millions d'actifs, de retraités, de précaires, de chômeurs, d'étudiants, etc, ont très fortement manifesté leur opposition à une réforme régressive de notre système de retraite. En dépit de cette forte protestation sociale et du rejet de cette réforme par une majorité de la population, le gouvernement a maintenu son projet. Encore une fois il a su se montrer inflexible à l'égard des travailleurs alors qu'il s'est montré particulièrement empressé et généreux à l'égard des banques et des détenteurs de capitaux en 2008. Depuis 2008, malgré quelques annonces et quelques gesticulations, le gouvernement n'a pris aucune mesure sérieuse à l'interne et n'a signé aucun accord international venant limiter les nuisances d'une finance totalement libéralisée et sans contrôles. Les conséquences de ce laxisme des gouvernements, en France, en Europe, et dans la plupart des Etats du monde, à l'égard de la finance et des « marchés financiers », sont des endettements publics importants : après avoir réduit les impôts des plus riches et des plus grosses multinationales, après avoir versé des fonds sans contreparties aux banques, les budgets publics sont en déficit. Et les gouvernements responsables de cette situation sont ceux qui prétendent maintenant vouloir continuer de gérer la situation avec leur même logique libérale. Ils veulent encore plus fortement faire payer leur crise à la majorité des populations. Pour « redonner confiance aux marchés financiers », ces gouvernants acceptent d'enfoncer des millions de familles dans la désespérance.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS) estime que la situation implique une très large convergence des revendications et des mobilisations visant à rétablir, au final, le pouvoir de la démocratie politique sur les exigences des financiers et de celles et ceux qui les servent, qui se servent, qui s'en servent. Dans ce « pot commun » des revendications unitaires, l'UNIRS apporte plus particulièrement ses exigences d'un autre partage des richesses, par une forte réduction des profits distribués aux dirigeants et aux actionnaires, pour améliorer les salaires, le budget de l'Etat, celui des collectivités territoriales et celui de la Sécurité sociale et des services publics.

Il faut en effet améliorer fortement le pouvoir d'achat des personnes retraitées, et particulièrement pour celles et ceux qui ont une petite retraite. Il faut que l'accès aux soins soit un droit effectif pour chacune et chacun. Il faut créer et mettre en place un service public de l'aide à l'autonomie des personnes âgées dépendantes, service public intervenant tant à domicile qu'en établissement, avec une prise en charge solidaire assurée à 100% par la sécurité sociale où chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.

L'UNIRS appelle à participer aux actions et manifestations déjà décidées par plusieurs organisations syndicales de retraités pour le jeudi 6 octobre. L'UNIRS, avec l'Union syndicale Solidaires, agira pour favoriser le regroupement unitaire le plus large et pour faire en sorte que les convergences des actions aboutissent sur des satisfactions dans les revendications.